

# TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 40 | 22-28 mars, 2021

## DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 227 personnes du à leurs liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un groupe de travail sur la détention arbitraire des Nations unies (GTDA) a [déclaré](#) que l'emprisonnement généralisé ou systématique des personnes ayant des liens présumés avec le groupe peut constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une [base de données](#) détaillée pour le suivi des détentions de masse liées au mouvement Gülen depuis le coup d'État manqué en juillet 2016.

**25 mars** : La Cour constitutionnelle a [donné](#) raison à huit des 11 anciens politiciens du HDP qui ont soumis des requêtes individuelles à la Cour en 2017, affirmant que leur détention et leur arrestation fin 2016 et début 2017 étaient illégales.

## DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de [Yusuf Bilge Tunç](#) et [Hüseyin Galip Küçüközyiğit](#), anciens travailleurs du secteur public qui ont été licenciés par décrets-lois au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui ont été signalés disparus respectivement le 6 août 2019 et 29 décembre 2020, dans ce qui semble être les derniers cas en date d'une série de [disparitions forcées](#) présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

**25 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [tenu](#) le premier procès des 46 membres des Mères du samedi, un groupe composé de familles de victimes de disparitions forcées par l'État qui se réunit chaque samedi à Istanbul pour une manifestation silencieuse depuis 1995. Selon l'acte d'accusation des procureurs d'Istanbul, la manifestation a été interdite parce qu'elle représentait une menace

pour la sécurité nationale, l'ordre public et les normes publiques.

## LIBERTÉ DE RÉUNION

**22 mars** : La police de Konya a [arrêté](#) 11 personnes pour avoir assisté aux célébrations du Newroz dans la ville.

**22 mars** : Les procureurs d'Istanbul ont [inculpé](#) sept personnes pour leur participation aux manifestations de l'université de Boğaziçi, demandant jusqu'à 11 ans de prison pour une série d'accusations. Les procureurs ont [inculpé](#) 23 autres personnes le 24 mars.

**22 mars** : Trois personnes qui avaient été arrêtées pour avoir participé aux manifestations de l'université de Boğaziçi ont été [libérées](#) de prison, tandis que deux autres ont été assignées à résidence.

**23 mars** : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) 21 personnes pour avoir assisté aux célébrations du Newroz dans la ville. Les autorités ont également émis des mandats de dépôt pour 15 autres personnes.

**25 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) 12 étudiants universitaires pour avoir porté des drapeaux arc-en-ciel lors des manifestations en cours à l'université de Boğaziçi. Le lendemain, la police a arrêté 42 autres étudiants qui s'étaient rassemblés devant le principal palais de justice d'Istanbul en signe de soutien à leurs amis. Tous les détenus ont été libérés sous probation un jour après avoir été placés en détention.

**25 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [tenu](#) le premier procès des 46 membres des Mères du samedi, un groupe composé de familles de victimes de disparitions forcées par l'État qui se réunissent chaque samedi à Istanbul pour une manifestation silencieuse depuis 1995. L'acte

d'accusation des procureurs d'Istanbul indique que la manifestation a été interdite parce qu'elle représentait une menace pour la sécurité nationale, l'ordre public et les normes publiques.

**26 mars** : La police d'Istanbul a [arrêté](#) trois personnes, dont un mineur, alors qu'elles organisaient une manifestation devant le palais de justice.

**26 mars** : Un tribunal de Şanlıurfa a [condamné](#) 19 personnes à cinq mois de prison chacune pour leur participation à un événement de commémoration des victimes d'un attentat à la bombe en 2015.

**26 mars** : Le bureau du gouverneur de Tunceli a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 30 jours.

**26 mars** : Le bureau du gouverneur de Şanlıurfa a [émis](#) une interdiction de tous les rassemblements en plein air pour une période de 15 jours.

## LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

**22 mars** : Un tribunal a [condamné](#) le dirigeant kurde emprisonné Selahattin Demirtaş à trois ans et demi de prison pour avoir insulté le président.

**22 mars** : Une agence d'État a [bloqué](#) l'accès à des reportages sur des allégations de mauvaise conduite contre un membre de la haute magistrature, sur la base d'une décision de justice antérieure qui bloquait l'accès à d'autres reportages sur la même question.

**22 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur un incendie dans une usine de cuir à Istanbul.

**23 mars** : Un tribunal d'Adana a [décidé](#) d'arrêter Ömer Temel, membre socialiste de l'ESP, pour terrorisme, en raison d'un journal trouvé dans son sac.

**23 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [prononcé](#) une peine de prison avec sursis de huit mois et 25 jours à l'encontre d'un homme nommé Hüseyin Güngör, accusé d'avoir insulté l'assistant présidentiel Fahrettin Altun en likant un post sur les réseaux sociaux.

**23 mars** : Les procureurs de Diyarbakır ont [ouvert](#) une enquête sur le co-président du HDP, Mithat Sancar, accusé de diffuser de la propagande terroriste suite à son discours lors des célébrations du Newroz.

**24 mars** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le journaliste Perihan Kaya à 15 mois de prison pour diffusion de propagande terroriste.

**24 mars** : Un tribunal d'Elazığ a [décidé](#) de bloquer l'accès à un total de 97 URL, dont des reportages et des articles de blog, concernant la mort de la journaliste kirghize Yeldana Kaharman qui se serait suicidée après avoir été agressée sexuellement par le fils d'un politicien proche du gouvernement.

**24 mars** : Un tribunal d'Antalya a [décidé](#) de bloquer l'accès à un reportage sur un haut fonctionnaire du système pénitentiaire qui a été démis de ses fonctions suite à des allégations selon lesquelles il aurait rendu une visite informelle à un prisonnier.

**25 mars** : La police d'Istanbul a [placé](#) en détention le journaliste, écrivain et documentariste Ruhi Karadağ pour avoir prétendument diffusé de la propagande terroriste dans l'un de ses livres. Karadağ a été libéré le lendemain, avec une interdiction de voyager à l'étranger.

**25 mars** : La police de Şanlıurfa a [arrêté](#) Emine Şenyaşar et Ferit Şenyaşar alors qu'ils organisaient un sit-in devant le palais de justice de la ville pour protester contre la perte d'un membre de leur famille dans un conflit armé impliquant des politiciens du parti au pouvoir.

**25 mars** : La police de Malatya a brièvement [détenu](#) le politicien socialiste local Hasan Bali en raison de ses messages sur les réseaux sociaux. Bali a été libéré sous probation plus tard dans la même journée.

**26 mars** : La police de Gaziantep a [arrêté](#) le militant de gauche Nail Ulutaş en raison de ses messages sur les réseaux sociaux. Ulutaş a été libéré le lendemain, avec une interdiction de voyager à l'étranger.

**26 mars** : La police de Nevşehir a [placé](#) en détention Nilgün Salmaner, membre local du HDP, pour diffusion de propagande terroriste sur les réseaux sociaux. Salmaner a été libéré en résidence surveillée plus tard dans la même journée.

**26 mars** : Un tribunal de Mardin a [décidé](#) d'arrêter l'écrivain Adil Başaran qui a été détenu dans le cadre d'une enquête sur le Congrès de la société démocratique (DTK) pro-kurde la semaine dernière.

**26 mars** : Le ministère de l'Intérieur a [lancé](#) une enquête sur Semih Şahin, le maire d'opposition de Bilecik, pour avoir installé des panneaux d'affichage faisant la promotion de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence domestique, dont la présidence a annoncé le retrait de la Turquie la semaine dernière.

**26 mars** : Un tribunal d'Aydın a [décidé](#) d'acquitter les journalistes Özer Akdemir et İlyas Tekin qui étaient jugés pour avoir publié un reportage sur les conditions de travail dans une entreprise minière.

**27 mars** : Un procureur d'Ankara a [inculpé](#) Alice Petit, Gérard Biard, Julien Sérignac et Laurent Sourisseau, quatre membres du personnel de l'hebdomadaire satirique français Charlie Hebdo, demandant jusqu'à quatre ans pour les journalistes accusés d'avoir insulté le président turc Recep Tayyip Erdoğan par le biais d'une caricature publiée l'année dernière.

## INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

**26 mars** : La famille du journaliste turco-arménien Hrant Dink, assassiné en plein jour à Istanbul il y a 14 ans, a [déclaré](#) dans un communiqué concernant une décision de justice rendue lors de la dernière audience de l'affaire de meurtre qu'elle n'était pas convaincante car le procès n'incluait pas les véritables acteurs derrière l'assassinat du journaliste. La famille a souligné que Dink a été assassiné à la fin d'une campagne de trois ans au cours de laquelle le journaliste a été menacé et désigné comme une cible par des responsables de l'état-major général, des politiciens, des journalistes et des membres d'associations pro-gouvernementales.

## MINORITÉ KURDE

**22 mars** : La police de Konya a [arrêté](#) 11 personnes pour avoir assisté aux célébrations du Newroz dans la ville.

**22 mars** : Un tribunal d'Istanbul a [décidé](#) d'arrêter l'un des 11 politiciens pro-kurdes détenus le 19 mars et de libérer les autres.

**22 mars** : Un tribunal a [condamné](#) le leader kurde emprisonné Selahattin Demirtaş à trois ans et demi de prison pour avoir insulté le président. Demirtaş est détenu derrière les barreaux depuis novembre 2016 pour diverses accusations liées au terrorisme.

**22 mars** : Le ministère de l'Intérieur a [démis](#) de ses fonctions Mehmet Kaysı, membre du conseil municipal du HDP à Siirt, au motif qu'il faisait l'objet d'une enquête pour des liens présumés avec le terrorisme.

**23 mars** : La police de Diyarbakır a [arrêté](#) 21 personnes pour avoir assisté aux célébrations du Newroz dans la ville. Les autorités ont également émis des mandats de dépôt pour 15 autres personnes.

**23 mars** : Les procureurs de Diyarbakır ont [ouvert](#) une enquête sur le coprésident du HDP, Mithat Sancar, accusé de diffuser de la propagande terroriste en raison de son discours lors des célébrations du Newroz.

**24 mars** : Un tribunal de Diyarbakır a [condamné](#) le journaliste Perihan Kaya à 15 mois de prison pour diffusion de propagande terroriste. Kaya était auparavant reporter pour l'agence pro-kurde Jin News.

**25 mars** : La Cour constitutionnelle a [donné](#) raison à huit des 11 anciens politiciens du HDP qui ont soumis des requêtes individuelles à la cour en 2017, affirmant que leur détention et leur arrestation fin 2016 et début 2017 étaient illégales.

**25 mars** : Les gardiens d'une prison de Bayburt auraient [maltraité](#) des détenus pour avoir organisé des célébrations du Newroz. Les prisonniers font également l'objet d'une enquête pour avoir crié des slogans pendant les célébrations.

**25 mars** : Des soldats ont [fait](#) une descente dans un village de Bingöl pendant les célébrations du Newroz, agressant physiquement et verbalement un groupe de villageois, dont un enfant de 11 ans. Trois personnes qui ont filmé le raid ont ensuite été arrêtées puis relâchées après avoir effacé les séquences vidéo de leurs téléphones.

**26 mars** : Des rapports ont [révélé](#) que la police de Şırnak a maltraité pendant quatre jours le politicien kurde local Azad Polat, détenu le 18 mars.

**26 mars** : La police de Nevşehir a [placé](#) en détention Nilgün Salmaner, membre local du HDP, accusé de diffuser de la propagande terroriste sur les réseaux sociaux. Salmaner a été libéré en résidence surveillée plus tard dans la même journée.

**26 mars** : Un tribunal de Mardin a [décidé](#) d'arrêter l'écrivain Adil Başaran qui a été détenu dans le cadre

d'une enquête sur le Congrès de la société démocratique (DTK) pro-kurde la semaine dernière.

## OPÉRATIONS MILITAIRES À L'ÉTRANGER

**23 mars** : Un tribunal de Şanlıurfa a [condamné](#) Dozgin Temo, membre des Unités de protection du peuple syro-kurde (YPG), à la prison à vie, deux ans après sa capture par l'armée turque dans le nord de la Syrie.

## MAUVAIS TRAITEMENT DES CITOYENS À L'ÉTRANGER

**22 mars** : Marie Arena, membre belge du Parlement européen (PE) et présidente de la sous-commission des droits de l'homme du PE, a déclaré dans une [interview](#) que l'UE doit protéger son territoire contre les efforts du gouvernement turc pour intimider ses détracteurs résidant dans l'UE avec la même vigilance qu'elle utilise pour contrer les revendications d'Ankara sur le territoire de l'UE en Méditerranée orientale.

**23 mars** : Claire Koç, journaliste et immigrée turque de deuxième génération en France, a [déposé](#) une plainte pénale pour ce qu'elle considère comme des menaces de mort de la part de partisans du gouvernement turc.

**25 mars** : Des photos ont été [publiées](#) montrant un membre d'une équipe d'assassins turcs présumés posant pour une photo avec l'ambassadeur turc en France dans le bâtiment de l'ambassade à Paris. Les membres de l'équipe d'intervention ont été exposés alors qu'ils préparaient prétendument des attaques contre deux politiciens kurdes basés en Belgique.

## AUTRES MINORITÉS

**22 mars** : Dans une [déclaration](#) écrite sur le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul, la Direction des communications présidentielles affirme que la convention a été "détournée par un groupe de personnes qui tentent de normaliser l'homosexualité."

**25 mars** : Les photos d'un [crime haineux](#) apparent avec un homme exhibant une personne dont le visage était couvert de sang avec une légende "pervers gay scum" ont suscité l'indignation sur les réseaux sociaux. Plus tard dans la journée, les procureurs ont annoncé que le suspect présumé, Firat Kaya, était détenu.

## CONDITIONS DE DÉTENTION

**27 mars** : Des détenus de plusieurs prisons ont [signalé](#) qu'ils souffraient de la gale et que les administrations pénitentiaires ne répondaient pas à leurs demandes de traitement approprié.

## RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

**23 mars** : Un groupe de nettoyeurs de rues a [agressé](#) un réfugié syrien à Antalya dans ce qui semble être le dernier crime de haine visant les réfugiés. La victime a été battue, sa moto a été écrasée par un camion à ordures et incendiée. Les agresseurs ont été placés en détention.

**25 mars** : Les autorités ont [arrêté](#) et expulsé vers la Chine plusieurs membres de la communauté ouïghoure, à l'occasion d'une visite du ministre chinois des Affaires étrangères.

## TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**23 mars** : Les gardiens d'une prison d'Istanbul ont [agressé](#) physiquement des détenus et saisi leurs effets personnels.

**25 mars** : Les gardiens d'une prison de Diyarbakır ont [agressé](#) physiquement des détenus et placé dans des cellules individuelles ceux qui ont réagi.

**25 mars** : Les gardiens d'une prison de Bayburt auraient [maltraité](#) des détenus pour avoir organisé des célébrations du Newroz. Les prisonniers font également l'objet d'une enquête pour avoir crié des slogans pendant les célébrations.

**25 mars** : Des rapports indiquent que le prisonnier malade [Gökhan Gündüz](#) a été soumis à des violences physiques et à des fouilles à nu par les gardiens d'une prison d'Izmir lors d'un transfert involontaire depuis une prison de Kırıkkale le 9 mars.

**25 mars** : Les soldats ont [fait](#) une descente dans un village de Bingöl pendant les célébrations du Newroz, agressant physiquement et verbalement un groupe de villageois, dont un enfant de 11 ans. Trois personnes qui ont filmé le raid ont ensuite été arrêtées puis relâchées après avoir effacé les séquences vidéo de leurs téléphones.

**26 mars** : Des rapports ont [révélé](#) que la police de Şırnak a maltraité pendant quatre jours le politicien kurde local Azad Polat, détenu le 18 mars.

**26 mars** : La police d'Istanbul a [menotté](#) par derrière et traîné au sol les étudiants universitaires détenus alors qu'ils manifestaient devant le palais de justice d'Istanbul.

## **DROITS DES FEMMES**

**22 mars** : Quatre femmes ont été [tuées](#) par des partenaires amoureux en une seule journée. Ces incidents ont eu lieu après que le président Recep Tayyip Erdoğan a retiré la Turquie de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence domestique.

**26 mars** : Le ministère de l'Intérieur a [ouvert](#) une enquête sur Semih Şahin, le maire d'opposition de Bilecik, pour avoir installé des panneaux d'affichage faisant la promotion de la Convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence domestique dont la présidence a annoncé le retrait de la Turquie la semaine dernière.